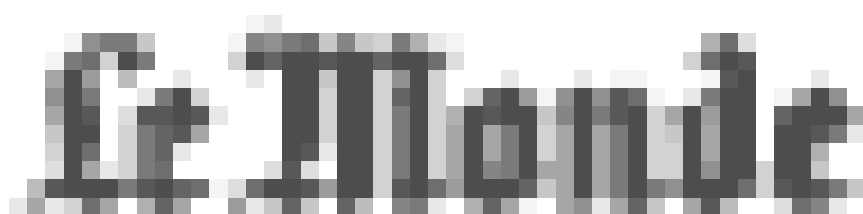


France Télécom veut rendre sa recherche plus efficace



| 15.02.12 | 14h47



C'est le grand chantier social de l'année 2012 chez France Télécom : l'ex-monopole des télécommunications veut réformer son secteur recherche et développement. A partir de jeudi 16 février, sera lancé le processus d'information consultation du comité d'entreprise.

A l'échelle du groupe (100 000 salariés en France), les effectifs concernés sont modestes : 4 500 salariés, selon la direction, 2 800 selon les syndicats, qui ne comptent pas les 1 000 personnes des laboratoires étrangers (Pékin, San Francisco, Varsovie, etc.) et les équipes marketing affectées aux projets innovants. Les chercheurs sont essentiellement basés à Lannion (Côtes-d'Armor), Issy-les-Moulineaux et Châtillon, en région parisienne.

La réforme est néanmoins stratégique. La direction veut rendre la recherche plus efficace dans un environnement hyperconcurrentiel, où l'innovation fait la différence et où France Télécom a perdu le leadership technologique, au tournant des années 2000.

Sa portée est aussi très symbolique : France Télécom est l'un des rares opérateurs dans le monde à avoir conservé un aussi grand nombre de chercheurs. Cet actif est un héritage prestigieux de la recherche publique française. Lors de sa privatisation, au milieu des années 1990, France Télécom a récupéré le Centre national d'études des télécommunications (le CNET), créé en 1944, et le Centre commun d'études de télévision et de télécoms (CCETT), fondé en 1972.

Quel est le diagnostic de la direction ? " *Il y a une déperdition énorme : nous avons plein de choses dans nos laboratoires, mais trop peu en sortent effectivement*", estime Stéphane Richard, PDG de France Télécom, interrogé par *Le Monde*.

En cause, principalement, des lourdeurs administratives : jusqu'à 40 comités doivent être réunis avant qu'un projet n'obtienne le feu vert. " *Nous devons moderniser nos modes de fonctionnement, rendre la recherche plus efficace, plus claire dans ses objectifs*", ajoute M. Richard.

La direction informe les syndicats très en amont, car le groupe sort à peine de la "crise des suicides". Nombre de salariés sont encore traumatisés par les réductions d'effectifs et les affectations forcées des années 2006-2008.

"*Il s'agit de faire mieux, pas moins. Il n'est pas question de supprimer des effectifs*", affirme M. Richard. Seuls les échelons hiérarchiques devraient bouger, dit la direction, qui ne touchera pas au budget R & D (850 millions d'euros en 2011).

RISQUE DE PERTE D'AUTONOMIE

Aujourd'hui, la production de l'innovation chez France Télécom est organisée en trois pôles : la R & D proprement dite, et deux directions opérationnelles, qui gèrent les réseaux et les services.

Le projet consiste à réintégrer les équipes de R & D dans chacune de ces deux entités opérationnelles. La direction voudrait aussi que les projets de recherche ne soient plus conçus pour le monde entier, mais pilotés pays par pays, pour

coller davantage aux particularités locales.

Les syndicats sont globalement d'accord avec le diagnostic : le CN ET et le CCETT ont certes inventé les réseaux Transpac et Numéris, le Minitel en 1980, le Bi-Bop (ancêtre des téléphones mobiles grand public) en 1991... Mais cela fait des années que France Télécom n'a plus innové.

Le groupe a été humilié par Free, qui, avec quelques dizaines d'ingénieurs, a réussi à lancer sa Box internet avec deux ans d'avance (en 2002). Le "bide" du téléphone Unik, à la fois Wi-Fi et 3G, en 2006, a laissé des traces. Beaucoup de chercheurs reconnaissent que c'est de chez Apple, Google ou Skype que viennent les services grand public les plus innovants.

Pourtant, *"les équipes sont inquiètes, elles ont peur pour leur métier"*, selon Philippe Méric, du syndicat SUD. *"La recherche va être diluée, elle va perdre son autonomie"*, redoute René Leyral, de SUD, à Issy-les-Moulineaux. *"Le problème de la recherche, c'est surtout que nos managers manquent de vision"*, dénonce Jean-Marie Roux, délégué CFE-CGC à Rennes.

Certains s'inquiètent même de la pérennité de la recherche. *"Le risque, c'est que les opérateurs l'abandonnent aux équipementiers télécom (du type Alcatel-Lucent)"*, selon Pascal Trochet, délégué SUD. *" Nous garderons de la recherche fondamentale"*, assure pourtant M. Richard.

La direction veut aller vite. Mais la CGT, très opposée au projet, devrait demander une expertise économique, le 16 février. Le syndicat a un peu peur de ne pas réussir à mobiliser les personnels : *"Ce n'est pas simple, on leur a répété qu'il n'y aurait pas de suppressions d'emplois..."*, note Jean-Luc Sicre.

Cécile Ducourtieux

Article paru dans l'édition du 16.02.12

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.